

Des femmes politiques plaident pour une réforme de la loi électorale et du code de la famille afin de rendre effective la participation des femmes à la vie politique en RDC. Au cours de l'atelier de présentation des travaux de recherches des Femmes politiques extraparlimentaires (FPepa), mercredi 27 novembre à Kinshasa, ces femmes ont aussi plaidé pour que l'Etat sécurise le travail des femmes maraîchères qui dépendent de la terre pour leur survie.

A l'issue de leurs enquêtes, les Fpepa exigent que le législateur congolais reformule la loi électorale afin de rendre contraignante l'obligation pour les partis politiques de respecter la parité.

*« En réalité, nous voulons une reformulation pour rendre contraignante [la parité] et déclarer irrecevables les listes qui ne tiennent pas compte de la parité homme-femme »,* a indiqué Solange Nyenyezi, membre de ce réseau.

Cette structure s'attaque aussi à 17 articles du code de la famille qui consacrent, selon elle, les inégalités et les disparités entre l'homme et la femme.

Pour Anne Marie Makombo, un autre membre de cette structure, par exemple, l'Etat doit remettre le livret de ménage aux deux époux et pas seulement au seul mari.

Les Fpepa plaident aussi en faveur des femmes maraîchères de Kinshasa qui, selon elles, contribuent à la réduction de la pauvreté par l'agriculture.

*« Sans la terre, ces femmes n'ont pas d'autres opportunités d'emploi. Il faut que l'Etat leur octroi des titres d'exploitation afin de les sécuriser »*, a affirmé Charlotte Masiala, une autre femme politique.

Les Fpepa entend convenir avec le caucus de [femmes parlementaire](#) d'un agenda législatif enfin de résoudre tous ces problèmes qui touchent les femmes congolaises.

Source : Radio Opaki